



Portugal: la justice classe le volet corruption de l'affaire Freeport

publié le **28/07/2010**, vu **2639 fois**, Auteur : [SAID ISSA](#)

LISBONNE - Le ministère public portugais a annoncé mardi soir le classement des principaux volets de l'affaire Freeport dans laquelle le nom du Premier ministre José Socrates avait été cité, abandonnant notamment les accusations de corruption et trafic d'influence.

Dans un communiqué publié au lendemain de l'annonce de la clôture de cinq ans d'enquête, le département central d'investigation et d'action pénale (DCIAP) précise toutefois que deux des sept inculpés dans cette affaire ont été mis en accusation, sans révéler ni leurs noms, ni les faits reprochés.

Selon le site de l'hebdomadaire Expresso, ces deux personnes sont deux intermédiaires, le Portugais Manuel Pedro et le Britannique Charles Smith, accusés de "tentative d'extorsion de fonds".

L'affaire Freeport, du nom d'un centre commercial construit en 2002 dans une zone protégée, à l'époque où M. Socrates était ministre de l'Environnement, avait éclaté en 2005 à la suite d'une lettre anonyme l'accusant de corruption.

En sommeil depuis plusieurs années, elle avait rebondi en janvier 2009 à la suite de l'envoi d'une commission rogatoire de la police britannique aux autorités judiciaires portugaises citant nommément M. Socrates comme suspect.

A l'époque, le ministère public portugais avait nié toute implication du Premier ministre dans cette affaire.

L'enquête avait toutefois été relancée et sept personnes au total avaient été depuis mises en examen au Portugal, tandis qu'en Grande-Bretagne, où est basé le groupe Freeport, les autorités ont clos leur enquête en novembre.

Selon Expresso, Manuel Pedro et Charles Smith, représentants de Freeport dans les négociations avec les autorités portugaises, sont accusés d'avoir réclamé de l'argent au groupe britannique en invoquant la nécessité de verser des pots-de-vin pour obtenir l'agrément du centre commercial.

En revanche, selon le communiqué du DCIAP, les accusations de "crimes de corruption --active et passive--, trafic d'influence, blanchiment de capitaux et financement illégal de partis politiques" ont été "classées".

Dans une déclaration à la presse, José Socrates s'est félicité que "la vérité ait fini par l'emporter".

"Pendant toutes ces années, mon nom a été liée à cette affaire de façon absolument injuste, infondée et calomnieuse", a rappelé le Premier ministre socialiste. Il a dit sa "satisfaction de voir écrit noir sur blanc par une autorité indépendante (...) qu'il n'y avait eu aucune irrégularité dans

l'agrément environnemental du centre Freeport (...) et pas de raison d'accuser qui que ce soit de corruption ou trafic d'influence".

©AFP / 27 juillet 2010 22h27